

Vivre la citoyenneté. Identité, appartenance et participation
sous la direction d'Yves Boisvert, Jacques Hamel et Marc
Molgat, Montréal, Liber, 2000, 190 p.

Guy Chiasson

Volume 20, Number 1, 2001

Enjeux contemporains du républicanisme

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040264ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040264ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chiasson, G. (2001). Review of [*Vivre la citoyenneté. Identité, appartenance et participation* sous la direction d'Yves Boisvert, Jacques Hamel et Marc Molgat, Montréal, Liber, 2000, 190 p.] *Politique et Sociétés*, 20(1), 186–187.
<https://doi.org/10.7202/040264ar>

Vivre la citoyenneté. Identité, appartenance et participation

Sous la direction d'Yves Boisvert, Jacques Hamel et Marc Molgat, Montréal, Liber, 2000, 190 p.

Vivre la citoyenneté est issu d'une série de forums où des chercheurs et des militants étaient appelés à réfléchir sur le thème de la citoyenneté au Québec. Ce livre regroupe ainsi une quinzaine de contributions qui se prononcent sur l'état de la citoyenneté québécoise contemporaine ou sur ce qu'elle devrait être. Mon commentaire se limitera à deux observations au sujet de la contribution de ce livre au débat sur les enjeux du vivre-ensemble.

Un premier constat tient au regard somme toute assez critique porté par les auteurs sur ce qu'ils perçoivent comme étant les pratiques dominantes d'action collective. Pour certains, la remise en cause se fait en s'inspirant d'un modèle « libéral » de citoyenneté, qui table sur l'intérêt individuel et sur une participation minimale du citoyen (voir notamment les contributions de A. Lacroix et D. Helly), tandis que d'autres accusent le modèle néolibéral d'instaurer une citoyenneté trop étroitement économique (voir notamment les contributions de C. Bariteau, J. Beauchemin et N. Labrie). On pourrait ajouter à cette liste la critique qu'adresse T. Hentsch à une conception trop techniciste du vivre-ensemble.

Les auteurs de *Vivre la citoyenneté* nous mettent, en quelque sorte, en garde contre le danger de tenter d'instaurer une citoyenneté uniquement à partir des intérêts d'un individu rationnel. Il semble bien que, pour ces auteurs, la citoyenneté ne puisse faire l'économie d'un débat politique et d'une participation accrue des citoyens. Pour parler comme C. Bariteau, il y a, dans les pratiques néolibérales dominantes, un risque de « banalisation du lien politique » (p. 135) comme si l'exercice d'une pleine citoyenneté était compromis par ces pratiques. Dans le contexte présent de la libéralisation des marchés, de la révision à la baisse du « modèle québécois », il est rafraîchissant d'avoir des analyses qui, en prenant appui sur la thématique de la citoyenneté, cherchent à élargir les cadres du débat sur le vivre-ensemble.

Si les auteurs s'entendent sur la nécessité de penser de nouvelles pratiques, on chercherait en vain un projet qui rallie les divers collaborateurs. C'est, en effet, plutôt la diversité des points de vue sur la citoyenneté et le débat qui prime. De façon intéressante, la divergence de points de vue porte beaucoup sur les lieux où doit s'exprimer la citoyenneté. D. Weinstock avance que, face à la création de blocs économiques libéralisés, il faudrait créer des espaces de citoyenneté plus englobants. Pour A. Lacroix, il faudrait miser sur un projet de solidarité à l'échelle nationale. Pour sa part, D. Helly nous enjoint à considérer l'importance de la démocratie et de la participation locale.

On peut faire l'hypothèse qu'il y a là une difficulté d'identifier un lieu s'imposant comme lieu privilégié de l'action collective. Jusqu'aux années 1980, l'État national était ce lieu. La difficulté que rencontrent les auteurs de

Vivre la citoyenneté dans l'identification d'un cadre commun pour penser la citoyenneté me semble être un signe des temps. Les débats qu'on peut relever dans ce livre m'apparaissent comme un reflet de la difficulté contemporaine à situer l'action collective.

En définitive, ce livre me semble constituer une contribution tout à fait pertinente à un débat qui est à faire sur le vivre-ensemble. Dans un contexte dit de mondialisation où la préséance de l'économie de marché est affirmée et où le cadre national semble perdre de son efficacité, ce livre donne une bonne représentation de la vitalité du débat.

Guy Chiasson

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue